

# **Colloque ACSM:** **Travailler au Bien commun**

## **Le «losange» du Bien commun:** **une réflexion socio-politique sur les relations** **Associations-État-Marché et Familles** **dans la production du Bien commun**

**Frédéric Lesemann, INRS-UCS**

### **Introduction**

Ce texte reprend en partie une réflexion que j'ai développée antérieurement (voir *Nouvelles pratiques sociales*, 2002) sur une conception civique, et non pas domestique, du bénévolat. Cette réflexion puise à deux sources principales d'inspiration : la première découle d'une analyse développée dans les années quatre-vingt, en Grande-Bretagne, dans la foulée de la résistance aux attaques thatchériennes contre l'État providence, sur «*la production totale de bien-être*» dans la société : un texte fondateur de Richard Rose (*The State's Contribution to the Welfare Mix*, 1985) et un ouvrage cardinal de Gershuny (*Social Innovation and the Division of Labor*, 1983) qui ont directement inspiré les travaux menés par le European Centre for Social Welfare Training and Research de Vienne (Evers et al. 1988, 1991, 1993). La seconde est plus récente. Elle s'enracine dans une réflexion sur la croissance des inégalités sociales et de la pauvreté, sur l'«épuisement» du modèle d'intervention traditionnel des États providence, sur la valorisation de la «société civile» comme acteur de la prise en charge du social et surtout comme espace de participation démocratique, sur l'économie sociale et sur le statut d'une «*sphère publique non étatique*». Cette réflexion est actuellement nourrie au Québec, entre autres, par les travaux du LAREPPS de l'UQAM sur l'économie sociale. Elle est particulièrement bien articulée par des auteurs d'Amérique latine (Bresser Pereira et Cunill Grau, 1998, Cunill Grau 1997). Pour ces auteurs, l'espace public non étatique est l'espace de la démocratie participative où l'on retrouve des organisations vouées à la défense de l'intérêt général. C'est en ce sens qu'elles sont «publiques» tout en n'étant pas étatiques, puisqu'elles ne font pas partie de l'appareil d'État (1998 : 26-27).

## **Le «losange» du Bien commun**

Pour contribuer au débat relatif au thème du Bien commun, j'en propose une **définition sociopolitique** simple.

Dans une société comme le Québec,

**le Bien commun résulte des interactions entre 4 acteurs/contributeurs/sources de production de valeurs/services:**

1. Les Associations/réseaux/communautés;
2. L'État et les services publics;
3. Le Marché;
4. Les Familles.

Dans une société démocratique, ces 4 acteurs/contributeurs/sources entretiennent une **relation systémique** entre eux. En effet, le Bien commun provient de la reconnaissance politique et sociale :

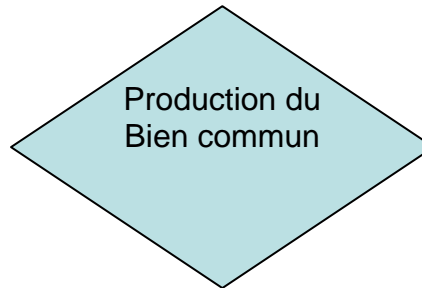
- De la **pluralité** des acteurs qui contribuent au Bien commun,
- De leur **diversité**, puisqu'ils ont chacun
- Une **spécificité**, chacune des sources qui ont un avantage comparatif par rapport aux autres, et un désavantage à les remplacer,
- De leur **non-substituabilité**, du moins à long terme,
- De leur **interdépendance** et
- De leur **complémentarité** dans le respect des spécificités

Un acteur/une source du Bien commun **ne peut remplacer l'autre**; les forces de l'un/e viennent compléter les faiblesses et les limites de l'autre. Un **équilibre** doit être trouvé entre eux/ elles, dans le respect de leur spécificité.

***La spécificité des sources du Bien commun: des valeurs propres à chacune, des rationnels différents***

**Associations/Rés/Comm**  
*Solidarité, promotion droits*

**Familles**  
*Amour, affection*  
*Soin, devoir*



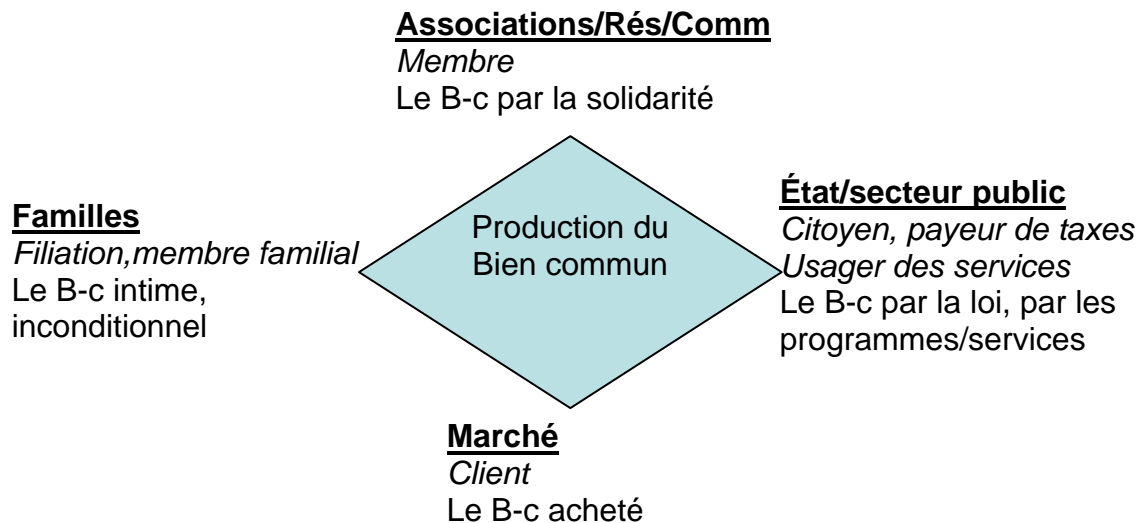
**État/Secteur public**  
*Universalité, égalité*  
*Droits formels, sécurité*

**Marché**  
*Choix, échange*

Chacun des acteurs/sources produit et met en œuvre des ensembles de valeurs cohérents et spécifiques :

- 1) Les Associations/réseaux/communautés promeuvent la solidarité - c'est leur raison d'être - mais aussi, généralement, la reconnaissance ou la valorisation de droits spécifiques, issus des principes universels de la «citoyenneté»;
- 2) L'État, le secteur public reposent sur de grands principes d'universalité d'accès aux services, fondés sur l'égalité juridique de chacun devant la loi; ils promeuvent aussi les droits formels et généraux attachés à la «citoyenneté», dans un cadre juridique assurant la sécurité des personnes;
- 3) Le Marché est fondé sur les principes fondamentaux du choix et de l'échange monétaire : le fait de payer pour un produit ou un service vous délivre de toute obligation subséquente et de toute relation associée à une obligation;
- 4) La Famille est en principe au cœur d'une relation inconditionnelle d'amour et d'affection. Elle est (idéalement) disponible en tout temps pour accueillir et prendre en charge les membres familiaux, pour leur dispenser soin et attention sans condition.

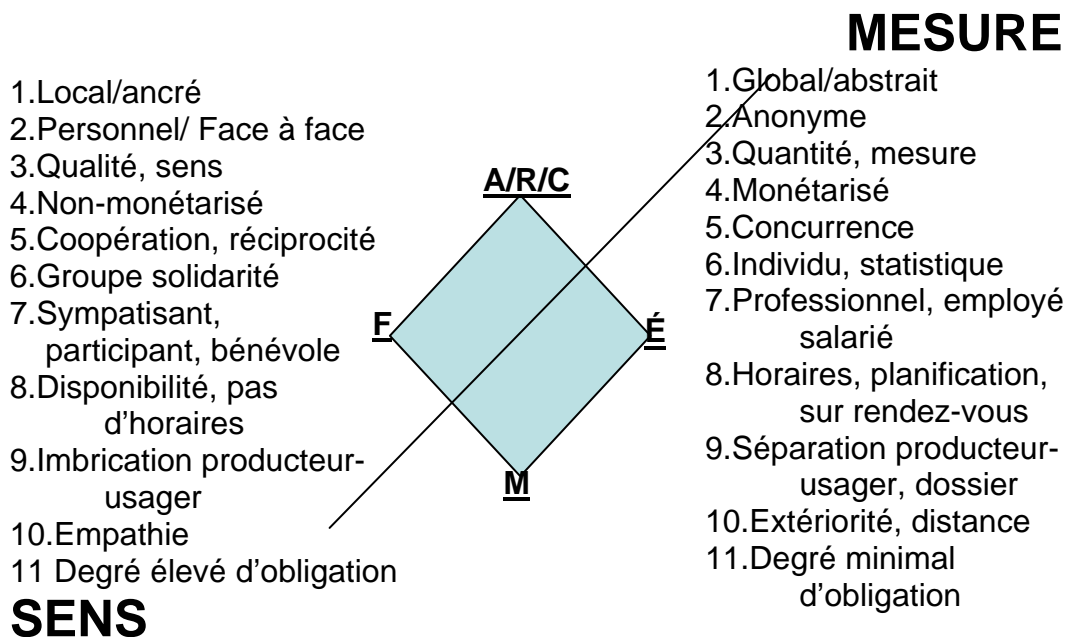
**La spécificité des acteurs/sources du Bien commun:**  
**ces acteurs/sources définissent des statuts et des contributions au Bien commun**  
**différents**



Au plan des statuts :

- 1) Les Associations regroupent des membres, c'est-à-dire des personnes qui décident librement de faire partir d'un regroupement, pour des raisons variées. Cette décision consacre une forme d'engagement personnel, de choix d'appartenance plus ou moins intense;
- 2) L'État incarne et fait reposer sa légitimité sur le principe de la «citoyenneté», un statut universel fondé en droit; ce statut fonde des obligations pour le citoyen, en particulier celle d'honorer sa dette à la collectivité par le paiement de ses impôts, en principe source d'une répartition équitable des revenus, expression d'une solidarité formelle que l'État a pour mandat de réaliser dans un objectif de «cohésion sociale»; l'État fonde aussi une relation d'«usager» de services publics, en principe universels et égaux pour tous;
- 3) Le Marché est fondé sur la relation simple de client, acheteur de biens ou de services; l'échange monétaire est la condition d'accès à un bien ou à un service individualisé;
- 4) La Famille est fondée sur le principe fondamental de la filiation, de l'appartenance, de l'héritage, autant génétique, matériel que symbolique; elle est à la base de la construction de l'identité individuelle, de l'expérience de l'intimité, de la relation d'acceptation inconditionnelle, en principe, du moins.

Les 4 acteurs/sources, par les référents et les valeurs qu'ils véhiculent, s'associent (et donc s'opposent aussi) deux à deux :  
le Marché et l'État d'une part, les Associations et les Familles d'autre part



Il est intéressant de poursuivre l'analyse des relations entre les quatre pôles du «losange» du Bien commun en les associant – et en les opposant - deux à deux. Dans ce premier cas, deux mondes s'associent : le Marché et l'État, d'une part, les Associations et les Familles, d'autre part, sur un axe d'opposition entre le «monde» de la Mesure et celui «de la production de sens et de significations».

Ainsi, et on pourra suivre les oppositions spécifiques en suivant la numérotation, le «monde» de la Mesure s'articule sur des processus de globalisation et d'abstraction de la réalité, d'addition statistique d'unités individuelles anonymes, sur la relation quantifiable en temps et en argent, planifiable, prévisible, dans une relation professionnelle qui s'inscrit dans un mandat fonctionnel, caractérisé par un degré minimal d'obligation réciproque, car fondé sur une séparation entre le producteur et l'utilisateur de services.

Dans le «monde» du sens, les réalités apparaissent ancrées dans des conditions de vie locales, spécifiques; elles s'inscrivent dans des relations de coopération, de réciprocité, de solidarité où prévalent la qualité et la recherche de sens et de significations, le partage, l'empathie, la disponibilité, un sens aigu de participation au problème à résoudre, où prévaut la «rencontre» entre deux personnes qui reçoivent autant l'une que l'autre de la relation d'aide qui est établie.

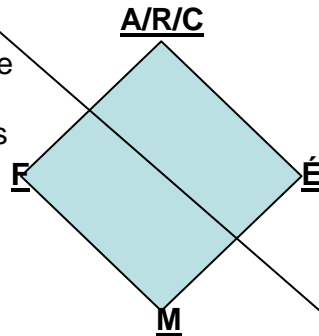
Un point essentiel est de reconnaître qu'on se trouve en présence de «mondes» qui ont chacun leur logique propre, leur efficacité propre, sur des registres différents, qui ne

peuvent être confondus et qu'il ne faut pas chercher à mélanger. Concrètement, si, comme professionnel on intervient dans le cadre d'un groupe communautaire, les «mondes» de valeurs mis en action seront profondément différents de ceux qui prévalent si l'on est actif dans les services publics ou dans une agence privée de services.

**Les 4 acteurs/sources, par les référents et les valeurs qu'ils véhiculent, s'associent (et donc s'opposent aussi) deux à deux sur un autre axe:**  
**1) le Marché et les Familles, 2) les Associations et l'État**

### **PRIVÉ/INDIVIDU**

- 1.Privé (marchand)
- 2.Privé (non-marchand)
- 3.Individu
- 4.Règles implicites
- 5.Fonctionne à l'évidence simplicité
- 6.Fonctionnement acquis Va de soi, «naturel»
- 7.Sans décision d'adhésion
- 8.Sans réf. À un B-c, à un «vivre ensemble»
- 9.La société est un marché



- 1.Public étatique
  - 2.Public non-étatique
  - 3.Collectif
  - 4.Règles explicites
  - 5.Règlements, droits
  - 6.Fonctionnement au nom d'un principe supérieur: droits, citoyenneté
  - 7.Nécessité d'une décision d'adhésion
  - 8.Réf. Au B-c, à un «vivre ensemble»
  - 9.La société est une Cité
- PUBLIC/COLLECTIF**

On peut poursuivre l'analyse des relations entre les quatre pôles du «losange» du Bien commun en les associant – et en les opposant - deux à deux sur une autre axe. Dans ce second cas, deux mondes s'associent : les Familles et le Marché d'une part; les Associations et l'État d'autre part et s'opposent sur un axe «monde» privé, individuel, et «monde» public, collectif. On pourra considérer les oppositions spécifiques en suivant la numérotation.

Dans le «monde» privé, on retrouve autant un privé marchand que non-marchand (la famille); tous deux placent en leur centre l'individu, fonctionnent selon des règles qui n'ont pas besoin d'être explicitées : les relations d'achat-vente sont évidentes, autant que celles du fonctionnement familial. On est dans le monde du «ça va de soi». On ne choisit pas d'adhérer au marché ou à la famille, on ne s'interroge pas sur la contribution du marché ou de la famille au Bien commun, car finalement, les choses sont «simples», «évidentes», fondées sur les relations interpersonnelles à composante psychologique, bref, une affaire de comportements.

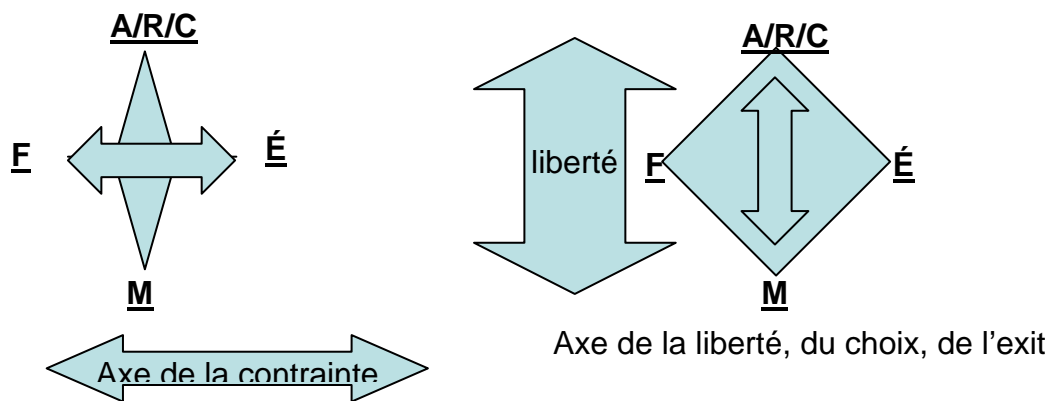
Le «monde» public, collectif est plus complexe. On y retrouve tant le public étatique que le public non-étatique (la société civile, les associations). On y élabore des normes, des règles, des mécanismes de régulation des comportements. On s'efforce d'y fonctionner

selon des idéaux, des valeurs. C'est le domaine du politique qui correspond à une démarche d'adhésion, un effort pour «vivre ensemble», «changer la société», contribuer au Bien commun par une décision volontaire non seulement individuelle, mais coordonnée collectivement. On veut bâtir la Cité, en référence à des choix de valeurs fondés sur des principes, en l'occurrence de justice, d'équité, de citoyenneté.

Là encore, il importe de reconnaître qu'on se trouve en présence de «mondes» qui ont chacun leur logique propre, leur efficacité propre, sur des registres différents, qui ne peuvent être confondus et qu'il est difficile de concilier. Ils correspondent de toute évidence à des choix politiques, des conceptions de la vie en société différents, que l'on qualifie parfois de droite/gauche.

**Les 4 acteurs/sources, par les référents et les valeurs qu'ils véhiculent, s'associent (et donc s'opposent aussi) deux à deux horizontalement et verticalement:**

**1) les Familles et l'État, 2) les Associations et le marché**



On soulignera simplement ici que les associations/oppositions entre les pôles du «losange» du Bien commun se construisent enfin sur des axes soit de la contrainte : Famille et État représentent des «mondes» qui reposent sur la contrainte, légale ou morale, soit de la liberté : Associations et Marché sont constitués sur un principe de liberté d'adhésion (et donc aussi de liberté de retrait) : on peut participer ou non à telle association, on peut acheter, ou non.

## **Sources et ressources de la production du Bien commun**

À partir de cet exercice, revenons à la production du Bien commun : quelles sont les possibilités de recourir à ces diverses **sources/ressources** de production du Bien commun, en vue de garantir un **équilibre** salubre dans la production du Bien commun ?

### **1) Les Associations**

Acteur **Association** (en l'occurrence ACSM):

- Fonction de promotion de la santé mentale:
- Fonctions d'information, d'éducation concernant la santé, en direction du public en général, des personnes concernées, des spécialistes (médecins, infirmières)
- Fonctions de promotion de la prévention
- Groupes de soutien aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, à leurs parents, groupes d'entraide,
- Groupes de pression, groupes de défense des droits, recours aux médias
- Fonction de régulation de la qualité des services publics et privés (par la réputation)
- Capacité pour les associations de se positionner économiquement, politiquement face au pouvoir des établissements et des professions, de se faire reconnaître comme contributeur du Bien commun dans le champ de la santé mentale

### **2) l'État**

Acteur **État**, en l'occurrence les politiques, les programmes, les établissements, les personnels des services de la santé mentale:

- Fonction d'exécution des programmes, dans le cadre d'une culture professionnelle, caractérisée par une compétence reconnue, respectueuse des besoins et droits des patients et de leur famille;
- Exécution des programmes qui doit tenir compte des besoins économiques, (revenu, logement, transport) et affectifs (familles, groupes de soutien, accès à l'emploi) des patients et de la capacité de leur environnement à y apporter une contribution;
- Nécessaire coordination avec les ressources familiales, associatives, éventuellement marchandes de l'environnement du patient;
- Capacité de se reconnaître comme un acteur (majeur) parmi d'autres dans la contribution au Bien commun dans le champ de la santé mentale.

### 3) Le Marché

Acteur **Marché**, en l'occurrence marché des services d'aide à domicile, de garde, de soins, mais aussi marché de l'emploi (rôle des employeurs)

- Fonction d'offre de services (sur un pur marché privé, sur un marché coopératif ou d'économie sociale);
- Assurer une liste «rose» (par opposition à «noire») des bonnes entreprises, sur la base de la réputation (rôle des associations ou de l'État, CLSC);
- Offrir des emplois aux personnes aux prises avec des problèmes, en tenant compte des aides économiques.

### 4) Les Familles

Acteur **Famille**

Sortir d'une conception strictement domestique, privée de la prise en charge de l'incapacité ou de la dépendance, même si tout conduit à une telle gestion privée : le statut de parent; la relation maternelle, l'attachement; le soutien «spontané» de la famille; la représentation que cette situation relève du privé : ne rien demander, la cacher; la non - disponibilité réelle de l'aide : besoins immédiats, non planifiés.

- On sait qu'une telle attitude, si elle est possible à court terme, n'est pas tenable dans la durée, psychologiquement, affectivement, matériellement.
- Il faut donc s'organiser : et pour cela, **passer d'une culture domestique, privée, du soin, d'une culture du devoir, à une culture civique de la prise en charge.**
- Non pas pour dévaloriser cette culture domestique, mais pour la limiter à sa sphère propre, pour activer une culture **civique des solidarités formelles et informelles (État et Associations)**
- La **famille**, le monde domestique : registre de l'affection, de l'amour/devoir, de la disponibilité, de l'inconditionnalité, de l'immédiateté (ce qui fait son efficacité), de la sollicitude, de la bienveillance, de la compassion, de l'intimité, du respect, de la dignité;

- **Mais**, elle est un monde exposé au risque de repli, de fermeture, de honte face à l'extérieur.
- D'où l'importance de construire, de maintenir un **équilibre** salubre entre le dedans/dehors, la dépendance/autonomie, le privé/public
- D'où l'importance de maintenir cet **équilibre** salubre entre la Famille et les trois autres ressources du Bien commun qui, toutes trois offrent des possibilités de sortir du monde domestique pour trouver de l'aide, de l'air.

### **En conclusion**

Il importe de reconnaître la **diversité** des acteurs/sources/ressources de production du Bien commun:

- Associations, réseaux, communautés;
- État, secteur public, programmes;
- Marché
- Familles

Il importe également de reconnaître que ces sources sont **plurielles, diverses, spécifiques, non-substituables, interdépendantes et complémentaires**

- Reconnaître que c'est seulement dans cette complémentarité que pourra être trouvé **l'équilibre indispensable** à la survie matérielle et affective des personnes qui ont besoin d'une prise en charge, ainsi que de celles qui la réalisent.
- Développer l'interdépendance des ressources dans le respect de leur spécificité (on ne peut pas se décharger sur... au risque d'impacts ultimes sur les familles et les femmes dont on sait que c'est sur elles que retombent ultimement toutes les charges)
- Reconnaître l'importance des actions individuelles et collectives visant à promouvoir et à construire cette **complémentarité effective**. Il y a là un rôle et des responsabilités tout particuliers pour les **associations**. **C'est là la clé de la production du Bien commun**

### **Et pour les associations de promotion de la santé mentale:**

- Penser leurs activités au critère du Bien commun et des 4 acteurs/sources de la réalisation du Bien commun: respecter les spécificités, mais exercer pleinement les leurs;
- Inscrire leurs activités dans la perspective de promotion et de défense des besoins et des droits des personnes aux prises avec des problèmes, et leur famille et/ou leur réseau social, en se demandant qui, dans la stratégie intégrée de la production du Bien commun, doit exercer quelle responsabilité et jusqu'où. Placer chacun des acteurs devant ses responsabilités, protéger les autres;
- Bref, agir **à la fois** *spécifiquement* (rôle et responsabilité d'une Association) et *globalement* (une Association impliquée dans la production globale du Bien commun, à 4 acteurs majeurs, étant chacun une ressource diversifiée et complémentaire du Bien commun.

### **Bibliographie**

Bresser Pereira, Luiz Carlos y Nuria Cunill Grau (editores) (1998) *Lo público no estatal en la reforma del Estado*, Buenos Aires, CLAD, Paidós, 486 p.

Cunill Grau, N. (1997) *Repensando lo público a través de la sociedad : Nuevas formas de gestión pública y representación social*, Caracas, CLAD, 320 p.

Evers, Adalbert and Helmut Wintersberger (eds.) (1988) *Shifts in the Welfare Mix*, Vienna, European Centre for Social Welfare Training and Research, 412 p.

Evers, Adalbert and Ivan Svetlik (1991) *New Welfare Mixes in Care for the Elderly*, Vienna, European Center for Social Welfare Training and Research.

Evers, Adalbert and Ivan Svetlik (eds.) (1993) *Balancing Pluralism*, Vienna, European Centre, and Aldershot, Avebury Press, 316 p.

Gershuny, J. (1983) *Social Innovation and the Division of Labor*, Oxford, Oxford University Press

Granovetter, M. (1990) «The Old and the New Economic Sociology», in Friedland, R. and A.F. Robertson (ed.), *Beyond the Marketplace, Rethinking Economy and Society*, New-York, Aldine de Gruyter

ISUMA (2001a) «Le capital social», 2,1, printemps, 143p.

ISUMA (2001b) «Le bénévolat», 2,2, été, 144p

Lesemann, Frédéric (2001) «De l'État providence à l'État partenaire», in Giroux, G., *L'État, la société civile et l'économie*, Ste-Foy, PUL, pp. 13-46

Lesemann, Frédéric (2002) 'Le bénévolat : de la production «domestique» de services à la production de «citoyenneté»', *Nouvelles pratiques sociales*

Rose, Richard (1985) *The State's Contribution to the Welfare Mix*, Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, Glasgow, Studies in Public Policy, Number 140, 51 p.